

Il faut augmenter les salaires, parce que votre travail le vaut bien !

Les salariés vivent de plus en plus mal de leur travail

Les derniers chiffres de l'Insee sont éloquents : 13 % de la population française vit en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 949 euros par mois. Les dossiers de surendettement ont augmenté de 17 % entre décembre 2010 et février 2011 selon la Banque de France, et concerne 900 000 ménages. 50 % des salariés perçoivent un salaire de moins de 1 600 euros par mois... L'année 2010 aura été l'année des plus faibles augmentations de salaires depuis dix ans, alors que les dépenses contraintes (énergies, loyers...) représentent en moyenne le tiers du revenu des ménages.

Des choix économiques et politiques sont faits

Patronat et gouvernement assènent que la faiblesse de la croissance est due au manque de compétitivité des entreprises et notamment aux coûts élevés du travail en France. Il faudrait encore réduire les salaires... Cette vision est soutenue par la plupart des gouvernements européens et par le gouverneur de la Banque centrale européenne (BCE). Le pacte de compétitivité européen rebaptisé « Euro plus » est venu graver dans le marbre cette politique d'austérité et de coupes claires sur les salaires, dans les protections sociales et les services publics.

Les taux d'intérêt très bas promus par la BCE depuis plusieurs années continuent d'alimenter la bulle immobilière. Bilan, les ménages dépensent des fortunes pour se loger, et sont contraints à s'endetter sur de très longues périodes, ce que les taux bas autorisent. La question n'est pas de « maîtriser » les salaires, mais bien l'inflation des actifs immobiliers.

Le coût du travail n'est pas la cause de la situation désastreuse de l'économie du pays, ni du niveau record du chômage. La cause est dans une politique d'incitation à la destruction massive d'emplois avec des dispositifs fiscaux dérogatoires qui coutent très chers : Nicolas Sarkozy a mis en place les heures supplémentaires défiscalisées, moins bien rémunérées que les heures supplémentaires normales et exonérées de cotisations. Selon la Cour des comptes, ce dispositif aura coûté 4 milliards d'euros par an aux contribuables et aura empêché la création de plusieurs dizaines de milliers d'emplois.

Les dérogations fiscales accordées aux entreprises sont passées de 2,5 points de PIB en 2006 à 5,5 en 2010 soit plus de 100 milliards d'euros attribués dans une totale opacité !

Les 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales sur les salaires allant jusqu'à 1,6 fois le smic n'ont profité ni à l'emploi, ni aux salariés, ni à la croissance et produit une trappe à bas salaires. Les salariés à temps partiel sont également très pénalisés dans un tel système puisqu'ils sont rémunérés sur la base du Smic.

L'annonce par le gouvernement de la création prochaine d'un mécanisme qui lie le versement de dividendes à celui d'une prime « exceptionnelle » pour leurs salariés est un leurre dans un contexte d'intensification des mobilisations pour les salaires et le pouvoir d'achat.

Une prime indexée sur les dividendes et exonérée de cotisations sociales, c'est encore un dispositif couteux, hypothétique et injuste car la majorité des salariés ne peut en bénéficier. Dans le même temps, le gouvernement et l'Etat employeur donnent un bien mauvais exemple en décidant de geler les salaires des fonctionnaires !

Agir unitairement sans attendre 2012, tel est le souhait des salariés

Pour 76 % (sondage Harris / l'Humanité Dimanche), la revalorisation des salaires doit être le dossier prioritaire pour les organisations syndicales, puis 72 % pour la défense de l'emploi et 70 % sur la protection sociale.

74 % souhaitent que les syndicats se mettent d'accord sur les revendications pour être plus efficace et 80 % pensent préférable qu'ils agissent rapidement sur ces dossier sans attendre l'échéance présidentielle de 2012.

Par contre, dans un autre sondage, il sont 54 % à demander que le dossier retraite soit traité dans la campagne de 2012.

Face à cela, seule la mobilisation des salariés dans les entreprises change la donne

Les mobilisations unitaires, dont le traitement médiatique reste bien discret, sont souvent gagnantes. Les salariés de General Motors dans le Val d'Oise ont obtenu une augmentation de salaire de 60 euros en mars. Ceux de ZF Bouthéon dans le 42 aussi ainsi qu'une revalorisation de la prime de fin d'année et 25 embauches.

Les salariés de Mercedes à Strasbourg ont obtenu 90 euros, soit une augmentation générale de 6 %. Chez Dassault Falcon Service au Bourget, les réajustements de salaires et l'obtention d'une grille unique sont chose faite. Les augmentations vont de 59,71€ à 241,30, (essentiellement des jeunes), voire 303,02 euros (essentiellement des femmes) comblant ainsi un peu les inégalités. Les salariés de Carrefour, d'Owens-Illinois France, de Villeroy et Boch valence d'Agen, de Verallia France ont gagné une augmentation moyenne de 150 euros par mois en se mobilisant massivement.

Les Franck et Pignard de Haute-Savoie ont gagné 45 euros d'augmentation générale, la transformation d'une prime trimestrielle en prime mensuelle, ce qui représente une augmentation de 43 euros par trimestre. Ceux

des restaurants Eurogastronomie de Disney village ont obtenu la mise en place d'un 13^e mois sur trois ans.

Par la mobilisation dans les entreprises, ces victoires démontrent qu'une autre répartition des richesses est possible car les résultats des entreprises parlent d'eux-mêmes : les profits ont atteint 84 milliards d'euros en 2010 et les dividendes vont exploser.

Le total des salaires des patrons du CAC atteint cette année plus de 98,3 millions d'euros, soit une moyenne de 2,46 millions d'euros par dirigeant et 24 % de plus qu'en 2009 ! En moyenne le salaire d'un dirigeant du CAC 40 représente 150 fois celui d'un salarié au Smic.

En 1950, pour 100 euros de salaire brut versé aux salariés, les entreprises versaient 10 € de dividendes à leurs actionnaires et 4 € de charges d'intérêts. Aujourd'hui, pour 100 euros de salaire versés aux salariés, les propriétaires reçoivent 49 € et les créanciers 18 €. Autrement dit, les prélèvements financiers sont équivalents à deux tiers du salaire brut.

Pour la CGT

- ➡ c'est une augmentation générale des salaires du public que le gouvernement doit mettre en œuvre et dans le privé contraindre les branches et les entreprises à revaloriser les salaires au travers d'accords majoritaires ;
- ➡ il est urgent d'augmenter le Smic à 1 600 euros bruts (1.5 millions de salarié-e-s sont concernés) ;
- ➡ le gouvernement doit obliger le patronat à négocier l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et à en finir avec ces discriminations salariales ! ;
- ➡ il est impératif de reconnaître les qualifications et en finir avec les formes aléatoires de rémunération ;
- ➡ il faut remettre à plat l'ensemble des dispositifs fiscaux dérogatoires et des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises soit environ 140 milliards d'euros !

Consciente que seules les mobilisations des salariés feront la différence, La CGT les appelle à créer les conditions de mobilisations massives pour la revalorisation des salaires dans toutes les entreprises, pour les salariés du privé comme du public.